

ZIMBABWE

Des photographies prises par satellite fournissent la preuve choquante de la destruction de toute une zone habitée

Index AI : AFR 46/008/2006

ÉFAI

**Embargo : mercredi 31 mai 2006
(00h01 TU)**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International a rendu publiques ce jour les premières photos satellites d'une localité au Zimbabwe entièrement rasée ; il s'agit du témoignage le plus probant à ce jour de l'effet dévastateur de la politique de démolition d'habitations menée par le gouvernement du Zimbabwe.

« *Ces photographies prises par satellite fournissent la preuve irréfutable – si besoin en était – que le gouvernement du Zimbabwe a rayé de la carte des implantations entières, comme si elles n'avaient jamais existé* », a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du programme Afrique d'Amnesty International.

L'organisation a commandé ces photos satellites pour démontrer la destruction totale de Porta Farm, grande implantation informelle créée il y a seize ans, qui disposait d'écoles, d'un centre pour enfants et d'une mosquée. L'organisation a également publié des images vidéo saisissantes des expulsions forcées qui ont précédé les démolitions.

« *Ces photographies et ces images vidéo constituent un acte d'accusation accablant contre la politique menée par le gouvernement du Zimbabwe, a commenté Kolawole Olaniyan. Elles montrent comment une zone animée s'est transformée en un tas de décombres en l'espace de dix mois à peine.* »

Le 27 juin 2005, environ un mois après le lancement de l'opération *Murambatsvina* (Restaurer l'ordre), des policiers sont venus à Porta Farm et ont distribué aux habitants des avis leur indiquant qu'ils devaient rassembler leurs biens et quitter leurs habitations. Les policiers les ont avertis qu'ils reviendraient le lendemain et que les habitants disposaient donc de moins de vingt-quatre heures pour obéir à cette injonction.

Le 28 juin à l'aube, un convoi de véhicules et des policiers puissamment armés ont fait irruption à Porta Farm.

Les habitants n'ont rien pu faire quand les bulldozers et les policiers équipés pour la lutte anti-émeute ont démolé leurs habitations. Les policiers auraient menacé de frapper les résidents qui s'opposeraient aux expulsions. La destruction de

Porta Farm s'est poursuivie tant qu'il a fait jour. Des milliers de personnes ont dû dormir dehors dans les décombres en plein hiver.

Le jour suivant, les policiers sont revenus pour continuer les démolitions et ont commencé à évacuer de force les habitants en les faisant monter à l'arrière de camions.

Les expulsions de Porta Farm ont eu lieu alors que l'envoyée spéciale des Nations unies, Anne Tibaijuka, se trouvait au Zimbabwe. Le 29 juin, des membres de son équipe se sont rendus à Porta Farm et ont été témoins des démolitions et de l'évacuation forcée de résidents dans des camions du gouvernement et de la police. Dans le rapport qu'elle a rédigé par la suite, l'envoyée spéciale des Nations unies a indiqué que l'équipe avait été « *choquée par la brutalité* » de ce à quoi elle avait assisté. Des observateurs locaux ont rapporté que le chaos avait provoqué la mort de plusieurs personnes, dont deux enfants.

Complément d'information

En mai 2005, le gouvernement du Zimbabwe a lancé l'opération *Murambatsvina* (Restaurer l'ordre), programme d'expulsions massives et de démolition d'habitations et d'échoppes informelles. L'opération, qui a eu lieu en hiver et dans un contexte de disette, visait les zones urbaines et périurbaines pauvres de tout le pays.

Dans un rapport critique diffusé le 22 juillet 2005, les Nations unies ont estimé qu'en six semaines environ quelque 700 000 personnes avaient perdu leur toit ou leur mode de subsistance, ou les deux.

L'opération *Murambatsvina* touche la population la plus pauvre et la plus vulnérable du Zimbabwe. Dans plusieurs cas, comme à Porta Farm, les habitants avaient déjà été victimes d'expulsions menées par les autorités. Informés presque au dernier moment que leurs habitations allaient être démolies, les résidents n'ont bénéficié d'aucune solution de remplacement. Le gouvernement a déclaré que les personnes expulsées devaient retourner vivre dans les zones rurales.

Les photos satellites diffusées par Amnesty International ont été analysées par l'Association américaine pour l'avancement de la science (AAAS), avec un financement de la Fondation MacArthur aux États-Unis. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>